

LA DERNIÈRE CHANCE

OUI c'est bien l'heure de la dernière chance en Algérie. Et il est stupéfiant en vérité — et on vous l'indique par ailleurs — que l'on s'en soit si peu aperçu hier à l'Assemblée Nationale. Quelle autorité aurait donc par la suite, pour condamner un dénouement dont ils se déclarent volontiers adversaires, pour qui le débat — peut-être ultime — aurait été absent ou serait resté silencieux ?

Leur devoir à tous — quelles que soient leur position, leur tendance, leur façon de voter — aurait dû, pour le moins, consister à appuyer pleinement ce qui peut encore être fait ce que l'on tente de faire, sur l'autre rive de la Méditerranée, pour rattraper la précipitation hasardeuse avec laquelle « l'affaire » a été réglée.

Qu'espère-t-on actuellement à Alger ? Retrouver la page avant qu'elle ne soit tournée. Cette tentative méritait

d'avoir le soutien unanime des représentants de la nation. Il ne s'agissait pas de renverser le gouvernement. Il s'agissait

de l'éclairer et de le mener encore à un problème pour lequel il marque le désintéressement souverain que l'on sait.

L'O.A.S. : « Un nouveau délai »

À Alger, les efforts dans ce sens du moins continuent, au cours de contacts que l'on entend plus que jamais de mystère.

La trêve se poursuit. Une nouvelle émission-pirate de l'O.A.S. l'annonce.

— Encore quarante-huit heures, a précisé le speaker. Et il ajoute :

— L'O.A.S. ne veut pas fermer la porte aux solutions qui peuvent ramener la paix des cœurs et des esprits. Il s'agit maintenant d'une affaire entre Algériens de confes-

sion musulmane et les Pieds Noirs, les seuls susceptibles de s'entendre parce qu'ils se connaissent bien, parce que leurs pères ont combattu sur les mêmes champs de bataille, parce que leurs fils ont succédé aux pères pour mettre en valeur cette terre qui est leur patrie.

Ce langage a naturellement considérablement fortifié l'optimisme, un optimisme qui passe par des hauts et des bas suivant les rumeurs vite colportées et laissant la foule insatisfaite.

Mais le véritable danger qui redoutent tous ceux qui, de près ou de loin, touchent aux pourparlers, c'est qu'un incident grave survienne qui remette brusquement le feu aux poudres.

Il peut être le fait d'excités des deux bords ou, encore, la conséquence d'un accrochage dangereux, comme celui qui mit, hier, aux prises, dans les faubourgs d'Alger, une patrouille du contingent et des éléments de la force locale.

On est toujours sur la corde raide et le moindre faux pas peut provoquer la catastrophe.

Argoud aussi...

Pourtant, les dirigeants engagés dans la négociation essaient visiblement de contrôler au maximum les éléments douteux.

Ainsi — malgré certaines émissions qui, nous l'avons vu ne sont pas toutes du même ton — une discipline incontestable a été imposée par l'O.A.S.

à ses troupes. Si cette discipline n'existait pas, si les divergences entre « civils » et militaires étaient celles que l'on prétend, la trêve n'aurait pas

été possible. Or elle dure maintenant depuis dix jours et son incidence semble s'être progressivement étendue jusqu'à Oran.

D'autre part — et ceci réédite ces fameux rumeurs d'éclatement de l'organisation secrète

— il semble bien qu'un « militaire » accompagné Susini dans ces contacts avec l'Exécutif provisoire : l'ex-colonel Argoud que Farès s'était d'ailleurs déclaré « prêt à rencontrer ». Dans une interview qu'il m'accorda et dont on perçut par la suite toute l'importance.

Le F.L.N. rappelle Azzedine

Du côté F.L.N., certes les « bavures » continuent — et la Croix-Rouge internationale faisait état de nombreuses plaintes reçues après des enlèvements d'Européens — mais même si la rébellion affecte, dans les communiqués informatifs de désavouer officiellement les contacts avec l'O.A.S., on peut voir qu'elle prend des précautions pour qu'elles ne soient pas contrecarrées.

Ainsi on a appris que le fameux « commandant Azzedine » chef de la zone autonome d'Alger, qui avait revendiqué des attentats et qui avait condamné ces contacts, vient d'être rappelé à Tunis.

Un communiqué du G.P.R.A. a même précisé que la « zone autonome » en question était « profondément modifiée dans sa structure et dans son fonctionnement. »

Le « gâteau » de Tripoli

Tout cela amène obligatoirement à se demander ce qui se passe au sein de l'état-major algérien présentement réuni, pour quelques heures, encore, dit-on, à Tripoli.

Certains observateurs avaient pu prévoir pronostiquer que les diverses tendances s'y affronteraient avec violence et qu'un schisme pourrait apparaître dans le mouvement.

Tel n'était pas notre avis : le F.L.N. ira à l'indépendance uni et sonné.

Après ? Après on verra.

Et cette impression que nous avions semble bien confirmée par une information d'origine italienne, en provenance de Tripoli et selon laquelle les assises seraient parvenues à l'accord suivant qui partage « le gâteau », FERHAT ABBAS deviendrait — provisoirement — président de la République.

BEN KHEDDA continuerait à assumer les tâches de chef de gouvernement.

BEN BELLA deviendrait le secrétaire général du parti.

Ainsi « l'union sacrée » de toutes les tendances serait réalisée. Si certains se montrèrent surpris de voir Ben Bella à un poste moins élevé et moins « pompeux » qu'on le pensait, ils commettraient une erreur d'appréciation : l'ex-prisonnier d'Annoy estime, sans doute, que le poste qu'on lui confierait est celui qui, non seulement le rapproche le plus des masses, mais en fait lui permet de contrôler tous les rouages politico-administratifs de l'Etat, en vue d'une action ultérieure.

Dans sa cellule, Ben Bella s'est fait une éducation et a trouvé des références historiques.

Puisqu'on parle politique...

Des partis, on commence à parler de plus en plus à Alger même, puisqu'ils n'ont plus que jusqu'à demain jeudi pour s'inscrire officiellement en vue du référendum.

Pour le F.L.N., c'est déjà fait : il change d'ailleurs de nom et devient le « Parti National Démocratique ». Il reste à s'obalder que ce sigle corresponde à une vocation réelle.

Le M.N.A. du vieux Messali Hadj est devenu, on plutôt redevenu le « Parti Populaire Algérien ». Une... popularité dont on verra ce qu'il reste, et que Ben Bella tolérera difficilement.

Le Parti Communiste Algérien, qui avait jadis des solidités bases à Bab-el-Oued, va s'adresser aux petits colons, qu'il a trahis sans vergogne.

Enfin, le grand mystère reste le Parti Européen. Certains en annoncent la formation imminente sous le vocable de R.U.A.C. (Rassemblement pour l'Unité des Algériens dans la Coopération). Son inspirateur serait M. Chevallier, ancien député-maire d'Alger, Susini et d'autres pieds-noirs de l'O.A.S. en formeraient l'autre aile.

Le président Farès est pour.

Un F.L.N., on l'est visiblement moins. Son agence officielle, dans un bulletin diffusé hier après-midi, a condamné cette tentative raciste.

— Cette création vise à empoisonner les esprits des Européens longtemps dupes. Elle vise à faire passer les Européens à peine sortis des griffes de l'O.A.S. sous le contrôle d'un gang néo-colonialiste. Cette manœuvre doit être dénoncée.

Et de prôner l'entrée des Européens... dans le Front de libération nationale.

Ce n'est pas plus difficile que cela !

En tout cas, toutes ces tentatives, toutes ces préoccupations d'ordre politique renforcent l'impression que l'on est en train de franchir le cap... et qu'il faudrait être insensé pour ne pas soutenir les efforts de ceux qui sont en train, patiemment, de soupeser, S'IL EST ENCORE POSSIBLE, pour les Européens, de rester en Algérie.

Et de faire en sorte qu'y soient réellement garanties la justice, l'équité et la liberté.

Dominique PADO.